

Foyer de Vennes

«Les requérants pourraient ne plus avoir ni lit attribué ni armoire»

Pour que le foyer lausannois n'abrite plus de délinquants, l'Etat et l'EVAM songent à en faire un sleep-in

Justin Favrod

Mardi à l'aube, la police lausannoise effectuait une descente dans le foyer de Vennes, à Lausanne, tenu par l'Etablissement vaudois d'accueil des migrants (EVAM). Et la récolte a été remarquable: drogue, argent, quantité de téléphones portables et divers objets apparemment volés. Mais ce qui surprend, c'est la proportion de requérants d'asile déferés au procureur pour recel ou trafic de drogue. Sur 91 résidents, 44 sont fortement soupçonnés. Presque la moitié.

Comment est-ce possible? Et surtout, comment éviter que le foyer financé par des autorités publiques ne se transforme en lieu de recel et en base arrière pour des voleurs ou des trafiquants?

Le directeur de l'EVAM, Pierre Imhof, planche avec d'autres sur une piste: «On pourrait transformer le foyer de Vennes en une sorte de sleep-in, où les résidents n'auraient ni lit attribué ni armoire. Ils devraient aussi quitter les lieux la journée en emportant tous leurs biens. Mais nous devons étudier si de telles mesures ne se heurtent pas au droit constitutionnel. En outre, nous serions contraints de traiter tout le monde de cette façon, pas seulement les personnes soupçonnées.» Le chef du département en charge de l'Asile, Philippe Leuba, confirme: «Nous travaillons sur cette hypothèse depuis le début de l'été, mais elle pourrait se heurter à des dispositions de la Constitution suisse et vaudoise. Il



Pierre Imhof, directeur de l'EVAM, travaille avec l'Etat à une nouvelle formule pour le foyer de Vennes. ODILE MEYLAN-A

va de soi que nous abandonnerons cette idée si nous arrivons à la conclusion qu'elle contrevient à ces textes.»

Un centre «à risques»

Pierre Imhof précise que le foyer de Vennes est un cas particulier: «Il constitue un centre à risques, car il n'abrite que des hommes

seuls qui sont à l'aide d'urgence. C'est le seul de cette catégorie dans le canton de Vaud. Sur le point d'être expulsés, ces requérants ne touchent que de l'aide matérielle, mais pas d'argent. Ils n'ont d'autre perspective que d'être renvoyés. Ils n'ont pas le droit de travailler. Ils n'ont donc rien à perdre.» Le directeur note

La «descente du siècle»

● De mémoire de policier lausannois, opérer une descente avec 148 hommes ne s'était pas vu depuis de nombreuses années. Voire jamais. Comment a-t-elle été préparée? «Vous imaginez bien que cette descente a été orchestrée plusieurs jours à l'avance. Mais pas trop non plus: la décision d'intervenir a été prise parce que nous avions une opportunité. C'était le bon moment», explique Jean-Philippe Pittet, porte-parole de la police

municipale. Et pour mobiliser 148 hommes et femmes, tous munis d'un gilet pare-balles léger, il a fallu faire revenir une vingtaine d'agents de leur congé et incorporer au dispositif celles et ceux travaillant d'ordinaire dans les bureaux de l'hôtel de police. Pendant que la majorité des agents lausannois opéraient à Vennes, un effectif très réduit continuait à veiller sur le reste de la ville. Ils étaient une vingtaine. L.A.

également que la proximité du cœur de Lausanne renforce la tentation de se livrer au trafic de drogue. Il relève que les familles de migrants à l'aide d'urgence ou les requérants qui gardent un espoir d'être régularisés ne se comportent pas de la même façon.

Philippe Leuba souligne aussi la singularité de Vennes: «80% des résidents viennent de pays avec lesquels la Suisse n'a pas d'accord de réadmission. Ils restent donc là des mois, voire des années. Voilà pourquoi je demande aux autorités suisses depuis mars 2010 de mettre sur pied une stratégie gouvernementale visant à faciliter le retour.»

Selon Pierre Imhof, le produit du vol et du trafic est surtout destiné à envoyer de l'argent dans les familles restées au pays. Preuve en est que les requérants restent dans ce foyer, où les conditions sont spartiates: ils dorment jusqu'à cinq dans la même chambre. «L'ennui, c'est qu'une centaine de délinquants jettent le discrédit sur les 900 personnes à l'aide d'urgence, et plus généralement sur les 4500 personnes assistées par l'EVAM.» Ce dernier a prévenu la police de cas de trafic à Vennes. Or, parallèlement, la police lausannoise soupçonnait d'autres résidents. D'où la décision d'une grosse intervention, qui a mobilisé 148 policiers. «C'est la politique que j'ai définie pour l'EVAM, explique Philippe Leuba. nous devons pratiquer la tolérance zéro. A la moindre suspicion de trafic, nous prévenons la police. Nous savons que la délinquance de quelques-uns nuit à la politique d'asile en favorisant les amalgames que font certains.» Et le conseiller d'Etat de poursuivre: «Une arrestation peut provoquer deux réactions: certains diront que cela démontre la délinquance, mais cela démontre surtout que l'Etat lutte fermement contre cette délinquance.»

Des réactions

Dans le monde politique, les réactions sont diverses. «C'est terrible, c'est le système qui pousse ces personnes au trafic de drogue. C'est la manière de traiter les NEM (non-entrée en matière) qui pose problème», estime Sandrine Bavaud, députée Verte. Même topo chez la présidente des socialistes, Cesla Amarelle: «Il faut des programmes d'occupation.» A Amnesty International, Denis Graf martèle: «En les mettant toute la journée dehors, on ne fait qu'accroître le problème. Il faut former les NEM pour qu'ils puissent vivre dans leur pays une fois renvoyés.»

Jacques-André Haury, président des Vert'libéraux, sourit jaune: «Ma première réflexion a été: «Tiens, tiens, comme par hasard, cela arrive juste avant les élections!» Mais je suis surtout attristé qu'une fois de plus, notre politique d'asile est salie par des affaires de délinquance.»

Fabrice Moscheni, président de l'UDC Vaud, lui, approuve: «Cela fait partie d'une reprise en main qu'il faut saluer. La loi doit être respectée. Elle est faite pour protéger les plus faibles et il faut donner les moyens à la police.» Pour Gérald Cretegnny, syndic de Gland, «la police a fait son travail, et c'est tant mieux. Mais il ne faut pas extrapoler la situation de Vennes à tous les centres de l'EVAM. Cela dit, certains migrants jouent avec le feu.» Municipale de Police à Nyon, la PLR Elisabeth Ruey-Ray juge que «l'EVAM n'est pas laxiste, mais soumis à des règles. A Nyon, il collabore avec la police, mais, derrière tout ce trafic, il y a des gens bien organisés, et les requérants sont des cibles faciles.» M.JOT./J.FD

700 nouvelles places pour les apprentis vaudois

Il y a un an naissait le nouveau projet cantonal du groupe de promotion de l'apprentissage: Jobapp. Bilan à mi-parcours

La prospection de nouvelles places d'apprentissage va bon train sur le sol vaudois. Depuis un an, le canton démarche et convainc des entreprises d'accueillir de nouveaux apprentis dans le cadre du projet Jobapp. Hier, Olivier Mark, responsable de ce projet, affichait un sourire radieux en dévoilant le nombre de places dénichées ces derniers mois: «Nous avons fixé l'objectif à 1000 places d'apprentissage supplémentaires pour mi-2012. Actuellement, nous en sommes à plus de 700.» Le programme propose également des mesures de soutien pour les apprentis afin d'alléger les entreprises des potentiels soucis scolaires ou sociaux. «Une mauvaise expérience reste en général très ancrée et balai parfois les bonnes tentatives précédentes. Au final, cela influe sur la reprise ou non d'un apprenti», ajoute Olivier Mark.

Les entreprises à longue tradition d'apprentis ne se sentent pas spécialement concernées par le programme. A l'inverse des novices qui ont, sous l'impulsion des prospecteurs, ouvert de nouvelles places au début de l'été. «Nous sommes contents de pouvoir assurer la relève, aider les jeunes et améliorer l'image de l'entreprise», indique l'une d'elles, présente sur le marché de la communication.

Le projet Jobapp fait suite à d'autres démarches de prospection soutenues par l'Etat de Vaud. Anne-Catherine Lyon, cheffe du Département de la formation et de la jeunesse, a expliqué ce choix en soulignant l'importance de multiplier la diversité des approches pour toucher le plus d'entreprises possible. Le nombre de nouveaux contrats d'apprentissage étant passé de 3400 en 2003 à 6289 en 2011, la formule semble plutôt gagnante. D.Zi.

PUBLICITÉ

De petits prix, de grands effets. Lunettes: Fielmann.

Fielmann vous accorde la garantie du prix le plus bas. Si vous trouvez, dans les six semaines suivant votre achat, le même produit moins cher ailleurs, Fielmann reprend la marchandise que vous lui avez achetée et vous en rembourse le prix.*

Lunettes complètes modernes avec des verres à simple foyer, 3 ans de garantie. Fr. **47⁵⁰**

Lunettes de soleil à votre vue montures métalliques ou en matières synthétiques, verres à simple foyer, 3 ans de garantie. Fr. **57⁵⁰**

*** Garantie du prix le plus bas:** Si vous voyez pendant les six semaines qui suivent votre achat chez Fielmann le même produit moins cher ailleurs, Fielmann vous le reprend et vous le rembourse. Lunettes: Fielmann.

Lunettes: Fielmann.

Lunettes: Fielmann. Mode internationale des lunettes aux prix garantis les plus bas dans un choix immense. 28 succursales en Suisse. Également près de chez vous: **Genève**, rue de la Croix-d'Or 9 (arrêt TPG Molard), téléphone: 022/544 20 20, **Lausanne**, rue du Pont 22, téléphone: 021/310 84 00. www.fielmann.com